

La France appartient-elle encore aux Français ?



L'article I, alinéa I de la constitution de la V^e République dispose que :

« la République française est une et indivisible », elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion.

Mais, en fait, la République française est multiple et fracturée, n'assurant pas l'égalité de ses citoyens devant la loi, favorisant le multiculturalisme et la fragmentation de la société, bafouant les principes de laïcité.

Le plus grave et le plus déroutant est de constater que la République française a perdu sa dignité, sa noblesse.

La France est multiple, non pas par la diversité des hommes qui la composent, non pas tant par les origines ethniques, ou la multiplicité des religions et des croyances, mais par la ghettoïisation d'individus foulant son sol (ghettoïisation plus volontaire qu'imposée), par la désocialisation d'hommes et de femmes qui vivent à l'écart, avec leurs mœurs, leurs modes de vie.

On ne peut que constater le regroupement et l'enfermement dans

lequel se placent bien des hommes et des femmes, refusant catégoriquement de se fondre dans la société qui les accueille. Plutôt la marginalisation que de se fondre dans la même nation. Il faut se rendre à évidence, depuis des années, les tentatives d'intégration et d'assimilation ont échoué.

Les islamistes (dans leur grande majorité) refusent de s'intégrer, au nom d'une religion qui transcende les lois, les mœurs, les coutumes du territoire dans lequel ils vivent.

La France a abandonné des morceaux de son territoire à des populations inassimilables, ingérables, constituant des enclaves étrangères, où nos lois ne sont plus applicables.

Comme le déclarait J. Fourquet dans *L'archipel français*, « notre pays est de plus en plus fragmenté, sans espoir de mélanges, de rapprochements, de fusions. »

Pourquoi, depuis plus de 2 à 3 générations, ces nouveaux arrivants ne s'intègrent-ils pas, ou si peu ? Il existe quelques exceptions, où des femmes ou des hommes d'origine maghrébine se sentent parfaitement intégrés, mais ils sont rares.

Depuis des lustres, on n'a pas cessé de ménager le monde musulman, de le flatter, de lui accorder plus qu'il ne demandait, de lui offrir notre pardon et notre bienveillance. Mais pourquoi

- sommes-nous si frileux face au monde musulman ?
- voit-on des affichages de « bon ramadan » et jamais de bon Noël, ou de bon shabbat ?
- parle-t-on d'islamophobie et non de christianophobie ?
- doit-on ménager la susceptibilité des musulmans ?
- les musulmans sont-ils allergiques à la tolérance, à la justice ?

La France a failli, les gouvernements successifs ont failli. Les efforts déployés l'ont été en pure perte. Nous avons déployé des efforts humains, financiers pour que la communauté musulmane s'intègre. En pure perte.

Il faut sans cesse rappeler une évidence : l'islam n'est pas qu'une religion, le Coran n'est pas qu'un texte sacré mais un outil de conquête.

En bon dialecticien, notre Président jongle avec les problèmes auxquels sont confrontés les Français, parlant non plus de communautarisme mais de séparatisme islamique afin de marginaliser quelques individus et ainsi d'éviter de prendre le problème de l'immigration et de la non-assimilation dans son ensemble.

Que ce soit le Président, le ministre de l'Intérieur, la garde des Sceaux et toute la cour de l'Élysée, ce ne sont que des mascarades, enfumage, escamotage face aux problèmes de l'islamisme.

Ou bien, nos « élites », nos intellectuels, nos humanistes de salon feignent d'ignorer ces problèmes, ou bien, dans leur candeur béate, ils sont devenus sourds, aveugles et irrémédiablement débiles.

Mais, aujourd'hui il y a plus grave. Un virus a révélé nos faiblesses.

La raison habite-t-elle encore la France ?

Allons-nous tomber de Charybde en Scylla ? Quand nous aurons maîtrisé ce Covid-19, pourrons-nous juguler notre descente aux enfers ?

Aurons-nous le courage, l'énergie, la cohésion, la sagesse d'appréhender tous les problèmes qui vont nous assaillir inexorablement ? Faudra-t-il se plier aux exigences, revendications, prétentions des syndicats, des mouvements associatifs, des multiples chapelles qui vont tous et toutes, ensemble, se présenter au tribunal des plaintes, des doléances... ?

Où commencer et par qui commencer ?

Notre « flamboyant Président » aura beau jeu de nous exhorter

à faire preuve de patience alors que la foule gronde.

Car c'est le moment de régler des comptes : où sont passés les masques de protection ? Pourquoi faisaient-ils défaut ? Et pourquoi les Espagnols et d'autres pays distribuent-ils gratuitement des masques à leur population ? Comment se fait-il que nous produisons si peu de masques alors que le Maroc en fabrique plusieurs millions par semaine ? Aux dires de notre Premier ministre, les masques, les gants, les tests d'évaluation du virus vont arriver sous peu. Mais cela fait 4 semaines que ces promesses sont tenues...

Incompétences ou profond mépris d'une population déboussolée ? que de dire, après nous avoir annoncé que nous étions en guerre, mais que tout le matériel nécessaire nous faisait défaut.

Il faudrait savoir maintenant si ces incompétences vont nous mener au désastre. Car le pire est à venir : rien ne nous permet d'affirmer que ce virus est vaincu et/ou qu'il risque de nous frapper à nouveau.

Le déconfinement est déjà programmé : écoles avec des horaires et des classes « adaptées » ? Des commerces de petites surfaces ouvertes ? Des personnes âgées, en Ehpad...

Comment l'État sortira-t-il de cette crise ? Un déficit et un endettement pharamineux, et alors qu'il aura fait preuve d'une impéritie à tous les niveaux (absence de masques, de tests de dépistage, appareils respiratoires) et le plus grave et déconcertant, incapable de faire respecter le confinement dans les banlieues !

Que sera demain quand des hordes d'affamés, de désespérés (dans les pays producteurs de pétrole, voyant leur manne disparaître) échoueront sur nos côtes ?

Yves Rectenwald